



*Ébauche v.2*

## RÉUNION DU CONSEIL DES DPI DU SECTEUR PUBLIC (CDPISP)

Le 5 octobre 2017

CHARLOTTETOWN, ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

### COMPTE RENDU DE DÉCISIONS

#### Présents

#### COPRÉSIDENTES

Sandra Cascadden Nouvelle-Écosse  
Denise Gomes (pour Alex Benay)

Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada

#### MEMBRES

Ian Bailey  
Kathryn Bulko  
Christ Fisher  
Cheryl Hansen  
David Heffernan  
Ron Huxter  
Ellen MacDonald  
Sean McLeish  
Bonnie Schmidt  
Harry Turnbull  
Tracy Wood Île-du-Prince-Édouard

Colombie-Britannique  
ASIM Canada (ville de Toronto)  
ASIM Ouest (ville de Regina)  
Nouveau-Brunswick  
Territoires du Nord-Ouest  
Ontario (pour David Nicholl)  
Terre-Neuve-et-Labrador  
Yukon  
Saskatchewan  
Association des systèmes d'information municipale (ASIM) Est (ville de Windsor)

#### OBSERVATEURS :

Alexandre Bourque  
Patricia Nadarajah

Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada  
Services partagés Canada

#### Secrétariat de l'ISAC :

Maria Luisa Willan (séance du matin)  
Linda Robins (séance de l'après-midi)



Point	SUJET/DISCUSSION	Décision/Mesure
1.	<p><b><u>Questions administratives</u></b></p> <p><b>A) Approbation du compte rendu de décisions de la réunion en personne du 23 février 2017 à Ottawa (Ontario) (consulter l'onglet 1A)</b></p> <p>Le compte rendu de décisions de la réunion du 23 février 2017 est approuvé.</p> <p><b>B) Acceptation de l'ordre du jour du 23 février 2017 (consulter l'onglet 1B)</b></p> <p>Ian Bailey demande une discussion avec les membres du CDPISP concernant leur intérêt à participer à un groupe d'intérêt pancanadien des télécommunications. L'ordre du jour de la réunion du CDPISP du 23 février 2017 est approuvé avec l'ajout d'une discussion sur le groupe d'intérêt pancanadien des télécommunications.</p> <p><b>C) Rapport sur l'état financier du CDPISP (consulter l'onglet 1C)</b></p> <p>Harry Turnbull, trésorier du CDPISP, conseille que l'état financier du compte du CDPISP soit en bon état. Il n'y a aucune question des membres.</p>	<p><b><u>Décision n° 1 :</u></b></p> <p>Le compte rendu de décisions de la réunion du 23 février 2017 est approuvé.</p> <p><b><u>Décision n° 2 :</u></b></p> <p>L'ordre du jour de la réunion du 5 octobre 2017 adopté avec l'ajout d'une discussion sur le groupe d'intérêt pancanadien des télécommunications.</p>
2.	<p><b><u>Démonstration de l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.) (consulter les onglets 2A et 2 B).</u></b></p> <p><b>A) Présentation sur les vents solaires, le réseau d'entreprises et l'outil de la gestion des systèmes de l'Î.-P.-É. (consulter l'onglet 2B)</b></p> <p>John Brennan, directeur des opérations et des services d'infrastructure d'affaire du gouvernement de l'Î.-P.-É., donne une présentation sur les vents solaires, le réseau d'entreprises et l'outil de la gestion des systèmes de l'Î.-P.-É.</p> <p><b>B) Cybersécurité du gouvernement de l'Î.-P.-É. : la mise en œuvre d'un système de prévention d'intrusion (consulter l'onglet 2A)</b></p> <p>Mike Muise, officier principal de la sécurité de l'information du gouvernement de l'Î.-P.-É. donne une présentation sur le système de prévention d'intrusion de cybersécurité de l'Î.-P.-É.</p>	<p><i>Aucune autre discussion or mesure sur ce point.</i></p>
3.	<p><b>Sous-comité national des DPI sur la protection de l'information (SNDPI) (consulter l'onglet 3)</b></p> <p><b>Mise à jour sur les activités actuelles du SNDPI et des discussions sur les sujets suivants :</b></p>	<p><b>Mesure à prendre n° 1A :</b> le SNDPI fournira de meilleures pratiques et des leçons apprises des compétences au</p>



Martin Dinel, président du SNDPI donne le rapport d'étapes sur les points suivants :

1. Comment les SNDPI des compétences canadiennes préparent-ils pour les élections d'une perspective de cybersécurité ?
  - a. Qu'est-ce que le géoblocage ?
2. Comment le SNDPI peut-il aider à garder les dirigeants principaux de l'information (DPI) du pays mieux informé concernant les menaces pour la cybersécurité ?
  - a. Est-ce qu'une habilitation fédérale de sécurité devrait être obtenue pour avoir accès à une information partagée sur la cybersécurité ?
3. Comment le gouvernement peut-il aider à encourager les écoles afin d'inclure la cybersécurité dans leurs programmes scolaires ?
4. Que font les SNDPI des compétences canadiennes pour éduquer les membres du Cabinet, les employés du gouvernement et les entrepreneurs en matière de cybersécurité ?

Martin Dinel donne un document de synthèse des réponses aux questions. Chaque point est examiné et discuté à la réunion.

#### **Discussion des membres**

En raison de la nature délicate de ce point, les commentaires et questions particuliers des membres ne sont pas inclus dans le compte rendu de décisions. La discussion est axée sur le processus et le protocole relatifs à ce qui suit :

- L'utilisation de dispositifs personnels et de travail pour les voyages internationaux et l'échange des meilleures pratiques relatif à ce sujet afin de créer une norme pour toutes les compétences.
- La demande au SNDPI d'examiner d'autres dispositifs connectés en matière de sécurité Internet. Le SNDPI peut faire rapport de ce sujet à la prochaine réunion.
- La nécessité d'organiser des séances d'information obligatoires pour les hauts fonctionnaires sur la cybersécurité lorsqu'ils voyagent à l'étranger. Les personnes occupant les postes les plus élevés possèdent les données les plus confidentielles et sont les cibles les plus importantes. Ce groupe semble être aussi le moins informé et au risque le plus élevé, ce qui est une grande préoccupation.

sujet de l'utilisation des dispositifs personnels du travail et des dispositifs et de travail pour les voyages internationaux (notamment aux États-Unis) afin de créer un processus normalisé dans l'ensemble du pays.

#### **Mesure à prendre n° 1B :**

Le SNSPI créera un tableau de bord sur les progrès liés à ces 4 questions qui montrent des capacités comme elles évoluent au fil du temps (niveau élevé).

#### **Mesure à prendre n° 1C :**

Le SNDPI examinera une façon de créer un dépôt des meilleures pratiques (utiliser des exemples de cas) en matière de la cybersécurité. Ces renseignements seront utilisés pour les séances d'information de haut niveau et pour créer une meilleure sensibilisation.

#### **Mesure à prendre n° 1D :**

Cheryl Hansen fournira des renseignements durant la prochaine réunion et la téléconférence de l'Institut canadien sur la cybersécurité au Nouveau-Brunswick (en





	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La façon de protéger des renseignements contre des pirates informatiques et la façon de sensibiliser à tous les niveaux. Ceci n'est pas un problème des technologies de l'information (TI) ou de DPI, c'est plutôt un problème d'affaires et tout le monde doit jouer un rôle. Il faudra trouver la façon de gérer l'Internet des objets ?</li> <li>• Une enquête sur la façon dont le SNDPI peut créer un dépôt des meilleures pratiques (utiliser des exemples de cas) en matière de la cybersécurité afin que ces renseignements puissent être utilisés pour les séances d'information de haut niveau et pour créer une meilleure sensibilisation. Le SNDPI examinera la possibilité de cette enquête.</li> <li>• Des renseignements de protection (les données) lorsqu'ils sont déplacés vers le nuage. Nous nécessitons une meilleure compréhension des risques liés à l'utilisation du nuage.</li> <li>• La réponse à la cyberattaque (piratage) : une organisation ne sait pas tout de suite si elle a été piratée, dans certains cas cela peut prendre des semaines ou des mois avant qu'une organisation le sache (par exemple, l'University of Calgary ne le savait pas pendant 262 jours).</li> <li>• L'importance de la « formation de l'hameçonnage ». Avant de faire quoi que ce soit, il faudra que vous mettiez en œuvre un programme de gestion des risques, comprenez quels sont vos actifs et quelles protections doivent être mises en œuvre et que vous le faites régulièrement. La sensibilisation est très importante, surtout au niveau plus élevé.</li> <li>• Les membres demandent un suivi plus approfondi de ces sujets et que le SNDPI puisse suivre les progrès réalisés de ces points en utilisant un tableau de bord qui montre les capacités comme elles évoluent au fil du temps.</li> <li>• Une demande penchée sur l'éducation et la façon d'intégrer la cybersécurité dans des programmes. Il faudra savoir la manière dont le système éducatif encourage les étudiants à adopter la cybersécurité. Il pourra avoir une campagne nationale relative à ce sujet. Il est à noter qu'il y a l'Institut canadien sur la cybersécurité au Nouveau-Brunswick et qu'il peut fournir des renseignements sur les pratiques exemplaires et les outils pouvant aider à éclairer cette discussion. Cheryl Hansen (N.-B.) offre de faire le point des travaux de l'Institut canadien sur la cybersécurité à la prochaine réunion et téléconférence.</li> <li>• Une côte de sécurité pour les membres du CDPISP — il est à noter que les membres du CDPISP ont fait une demande pour une côte de sécurité auprès du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT). Le SCT est un groupe de parrainage. Le SCT informe qu'il fera en sorte que le Centre de la sécurité des télécommunications (CST) organise une séance d'information sur la sécurité concernant les menaces à la cybersécurité à la prochaine réunion de février.</li> </ul>	<p>réponse à la façon d'intégrer la cybersécurité dans le programme).</p> <p><b>Mesure à prendre n° 1 E :</b> Le SNDPI fournira des renseignements et des idées pour une discussion sur la façon d'aborder l'« Internet des objets ».</p> <p><b>Mesure à prendre n° 1F :</b> Le SCT fera en sorte que le CST organise une séance d'information sur la sécurité concernant les menaces à la cybersécurité à la prochaine réunion de février. Le Secrétariat de l'Institut des services axés sur les citoyens (ISAC) ajoutera cette séance d'information à l'ordre du jour de la réunion de février du CDPISP.</p>
4.	<b><u>Groupe de travail sur l'informatique en nuage</u></b>	<b>Mesure à prendre n° 2A :</b>



**A) Mise à jour des activités actuelles du Groupe de travail sur l'informatique en nuage, y compris un rapport du progrès réalisé sur la proposition pour l'approvisionnement pancanadien des services sur l'informatique en nuage (consulter l'onglet A4)**

Denise Gomes et Stephen Gordon (par téléconférence), coprésidents du groupe de travail sur l'informatique en nuage, présentent une mise à jour des activités actuelles du groupe liées à l'exécution de la phase d'approvisionnement (non classifiée et protégée B), à la surveillance de la demande, à l'échange des connaissances, à l'approvisionnement pancanadien et aux nouvelles questions. Un examen du mandat du groupe est prévu pour octobre 2017. Hema Paupiah (par téléconférence) présente une mise à jour sur l'enquête sur les besoins de l'informatique en nuage. Pat Nadarajah de Services partagés Canada présente un rapport d'étape sur l'approvisionnement de Services partagés Canada.

Quant aux prochaines étapes, le Groupe de travail sur l'informatique en nuage continuera le travail sur l'enquête sur les besoins de l'informatique en nuage, les ateliers virtuels sur les sujets d'intérêt des membres et l'approbation du CDPISP, l'élaboration d'une approche normalisée canadienne pour les services contractuels sur l'informatique en nuage (un mandat commun qui pourrait être utilisé dans toutes les compétences).

**Discussion des membres**

- Ian Bailey (C.-B.) demande si les coprésidents du Groupe de travail ont assez de renseignements qui pourraient leur assister avec les négociations d'approvisionnement.

Stephen Gordon répond qu'il serait utile d'avoir plus de connexions et de pouvoir tirer parti de ces négociations.

Pat Nadarajah ajoute que Services partagés Canada peut fournir plus de renseignements avec le Groupe de travail sur l'informatique en nuage.

Denise Gomes suggère à Pat Nadarajah de présenter au Groupe de travail sur l'informatique en nuage pendant leur prochaine réunion en novembre.

**Commentaires des membres concernant l'élaboration d'une approche normalisée canadienne pour les services contractuels sur l'informatique en nuage du Groupe de travail sur l'informatique en nuage :**

Le Groupe de travail sur l'informatique en nuage fournira un rapport de progrès de l'enquête sur les besoins de l'informatique en nuage et l'élaboration d'une proposition pour la réalisation des avantages.

**Mesure à prendre n° 2B :**

Les membres du CDPISP discuteront des enseignements d'affaires et des analyses et de l'identité — où nous sommes sur le point d'offrir des services d'identité, durant une prochaine téléconférence du CDPISP.

**Mesure à prendre n° 2C :**

Les membres du CDPISP auront une discussion approfondie pendant une prochaine téléconférence du CDPISP axée sur une approche (une compréhension globale) sur la façon d'élaborer l'approche normalisée canadienne pour les services contractuels sur l'informatique en nuage.

**Mesure à prendre no 2D :**

Le sous-comité de Microsoft Office 365 fera rapport au CDPISP sur les activités



- Kathryn Bulko, présidente du Groupe de travail sur l'approvisionnement en TI du CDPISP, déclare que le Groupe de travail sur l'approvisionnement en TI souhaite collaborer avec le Groupe de travail sur l'informatique et présenter ce qu'il effectue en matière d'approvisionnement sur l'informatique en nuage relatif au mandat.
- Sandra Cascadden (N.-É.) suggère présenter ce que nous avons appris relatifs aux négociations précontractuelles et aux expériences des personnes lors du déplacement vers l'informatique en nuage. Quels sont les avantages ? Pouvons-nous nous rencontrer avec des histoires et des expériences sur les réussites et les défis ? Il faudra mettre l'accent sur de grandes organisations comme les plans d'intervention d'urgence (PIU), le système d'information hospitalier, Microsoft, etc. IBM est-il aussi sophistiqué comme on le dit, par exemple ?
- Denise Gomes (SCT) indique que le Centre de recherches sur les communications au sein de l'Industrie Canada effectue beaucoup de travail pour le gouvernement du Canada. Un représentant peut parler de l'Approvisionnement en services d'application (ASP) qui a été installée pour la transformation de la gestion financière et qu'un était avec Microsoft et peut fournir des renseignements sur ce sujet.
- Pat Nadarajah (SPC) ajoute que nous devons vraiment comprendre les ressources et les opérations de sécurité. Les éléments du réseau doivent être rassemblés avant de se déplacer vers l'informatique en nuage.
- Sandra Cascadden (N.-É.) suggère que lors de la prochaine téléconférence du CDPISP, les membres pourront discuter en profondeur des renseignements d'affaires et des analyses et de l'identité, là où nous sommes sur le point d'offrir des services d'identité. C'est une conversation stratégique.
- Chris Fisher (ASIM Canada) recommande une enquête — quelle valeur cette enquête nous apporte-t-elle ? Certains des grands joueurs ne répondent pas à cette question. Si nous allons de l'avant, nous devons savoir si c'est une priorité.
- Ian Bailey (C.-B.) accepte et suggère que le Groupe de travail sur l'informatique en nuage élabore une proposition pour la réalisation des avantages.
- Sandra Cascadden (N.-É.) ajoute que, selon elle, la valeur de l'enquête sur l'informatique en nuage est de continuer à comprendre les tendances pour les personnes qui migrent vers l'informatique en nuage.
- Cheryl Hansen (N.-B.) suggère une discussion avec le CDPISP sur les plus petites applications de l'informatique en nuage.

actuelles du groupe lors d'une prochaine téléconférence et réunion.





- Denise Gomes (SCT) répond que les coprésidents du Groupe de travail sur l'informatique en nuage examineront l'enquête selon ces commentaires. Ce niveau de détail est important et de grande valeur. Il faudra faire rapport au CDPISP sur cette question.
- Ron Huxter propose d'avoir premièrement une discussion avec le CDPISP concernant l'approche (une compréhension globale) sur la façon d'élaborer l'approche normalisée canadienne pour les services contractuels sur l'informatique en nuage.

#### **B) Mise à jour du travail du sous-comité de Microsoft Office 365 (consulter l'onglet 4B)**

Jackie Stankey donne une mise à jour du sous-comité de Microsoft Office 365. Ce sous-comité relève du Groupe de travail sur l'informatique en nuage. Jackie Stankey note que les résultats attendus de ce comité incluent l'échange de renseignements sur des considérations techniques et commerciales, que les compétences utiliseront des renseignements clés pour utiliser afin d'éclairer leurs stratégies de Microsoft Office 365 et déterminer leur état de préparation pour passer à Office 365. Le sous-comité profitera des occasions de travailler avec Microsoft comme une seule voix pancanadienne pour résoudre toute question et préoccupation concernant Office 365. Un rapport consolidé final comprendra les réponses aux questions clés, des stratégies et des recommandations sur des sujets tels que la valeur d'Office 365 et sera présenté à une date ultérieure. Quant aux prochaines étapes, le sous-comité continuera les réunions prioritaires sur les incidences d'accord d'entreprise, le risque et la vie privée, la gestion du changement et la technique par Microsoft. La prochaine mise à jour du CDPISP est prévue pour le début de 2018.

#### **Discussion des membres**

*Veuillez noter que certains commentaires ne sont pas enregistrés en raison de la nature délicate des renseignements fournis.*

- Ron Huxter (Ontario) indique qu'il existe une énorme différence entre les services d'informatique en nuage offerts aux États-Unis et au Canada (Microsoft et IBM). Il indique que David Nicholl avait discuté directement avec le quartier général à Seattle et qu'il peut donner les contacts au CDPISP.
- Sean McLeish (Yukon) pose une question au sujet des prix et demande s'il y a un mouvement sur une option de prix nationale. Denise Gomes répond que les tarifs seront discutés avec Services partagés Canada qui s'occupe de Microsoft. Il vaudra mieux comprendre le contrat de licence et de ce qui est inclus dans l'ensemble.
- Sandra Cascadden (N.-É.) indique qu'il y a la possibilité d'une plus grande entité pour négocier un contrat de licence auquel tout le monde peut y avoir accès. Il y a quelques années, le CDPISP a discuté des contrats du



	<p>gouvernement fédéral qu'il a négociés et que ceux-ci seraient ouverts aux approvisionnements des compétences. Personne n'est au courant de ce sujet, de la façon dont ceci fonctionne et de la façon dont nous pouvons y accéder.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Pat Nadarajah (SPC) indique que, lorsqu'ils ont rédigé l'accord sur les marchés, ils étaient ouverts pour tous les niveaux du gouvernement étaient. Cependant, le problème demeure que le gouvernement fédéral doit déterminer comment ceci fonctionne dans le cadre d'un compte principal quant à la surveillance de l'utilisation.</li> </ul>	
6.	<p><b><u>Table ronde de l'échange de renseignements (consulter les onglets 6A à 6 N)</u></b></p> <p>Les compétences présentent un sommaire bref de leurs priorités et activités clés dans leurs compétences respectives. Veuillez prendre note que seules les mesures de suivi provenant de chaque mise à jour sont saisies dans le compte rendu de décision. Les membres peuvent se référer aux documents d'échange de renseignements des compétences fournis dans le cartable de la réunion à titre d'information.</p> <p><b><u>SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR DU CANADA</u></b></p> <p>Denise Gomes (au nom d'Alex Benay) donne un aperçu de l'échange de renseignements du SCT, y compris le travail sur la stratégie d'adoption de l'informatique en nuage, la gouvernance de l'informatique en nuage et la souveraineté des données.</p> <p><b><u>COLOMBIE-BRITANNIQUE</u></b></p> <p>Ian Bailey donne un aperçu de l'échange de renseignements de la C.-B. En outre, Ian demande aux membres s'il y a un intérêt à participer à un groupe d'intérêt en télécommunications. Il souligne que Roman Mateyko, directeur exécutif au Bureau du DPI, est l'un des deux stratèges de la Colombie-Britannique à avoir conclu une entente avec Telus et une stratégie de télécommunications incluant les contrats de Bell, Rogers et un certain nombre de petits fournisseurs de connectivité. Il faudra savoir si les membres seraient intéressés à rencontrer régulièrement Roman Mateyko pour discuter de questions en matière de télécommunications, le rendement des fournisseurs, les questions de négociation, la stratégie globale concernant les cellulaires par rapport au Wi-Fi ou d'autres considérations de différence comme LTE5 arrive sur le marché. Roman Mateyko est disposé à coordonner ces discussions et pense que ces discussions seraient utiles pour toutes les compétences.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Jackie Stankey (Alberta) indique qu'en Alberta, c'est maintenant une priorité, puisqu'il y a un procédé à un déploiement majeur des services VoIP et de toutes les mises à niveau du réseau à l'échelle de la province. C'est un programme de deux ans et ils déménagent de Bell à Telus.</li> <li>Tracy Wood (Î.-P.-É.) indique que sa compétence vient de signer avec Telus, allant de Bell à Telus. Elle indique qu'il y a deux types de personnes qu'elle aimerait qui se joint à cette conversation. L'une des personnes du plan</li> </ul>	<p><b>Mesure à prendre n° 3 :</b> Un message aux membres du CDPISP par l'entremise du Secrétariat de l'ISAC pour sélectionner les personnes-ressources du Groupe de travail sur les télécommunications. Les membres peuvent fournir à ce groupe une direction ou un aperçu concernant un mandat et un plan de travail de 12 mois.</p> <p><b>Mesure à prendre n° 4 :</b> Sandra Cascadden propose que les sujets suivants soient discutés avec les membres du CDPISP lors de la prochaine téléconférence pour une plus grande portée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>un changement du rôle du DPI,</li> <li>des solutions et des intervenants,</li> <li>une collaboration juridictionnelle sur les projets pilotes,</li> <li>un registre de transactions et une intelligence</li> </ul>





technique pour regarder des choses telles que la continuité des affaires et l'autre sur le plan stratégique. Quels types de personnes recherchez-vous ?

Il y a un soutien unanime à ce sujet.

Sandra Cascadden demande d'envoyer un message aux membres du CDPISP par l'intermédiaire du Secrétariat de l'ISAC afin d'identifier les contacts pour ce groupe. Les membres peuvent fournir à ce groupe une direction ou un aperçu concernant un mandat et un plan de travail de 12 mois. Elle demande que le message comprenne les sujets d'intérêt suivants : les communications unifiées, les services VoIP, le serveur Lync par rapport aux services VoIP par rapport aux cellulaires, les immeubles intelligents et le rôle des télécommunications, les négociations des fournisseurs, le Wi-Fi et le Wi-Fi public et privé. Les membres doivent sélectionner deux contacts pour ce groupe, un stratège et une personne technique.

#### **ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD**

Tracy Wood donne un aperçu de l'échange de renseignements de l'Î.-P.-É.

#### **ASSOCIATION DES SYSTÈMES D'INFORMATION MUNICIPALE DU CANADA (ASIM CANADA)**

Harry Turnbull donne un aperçu de l'échange d'ASIM Canada.

- Harry Turnbull encourage tout le monde lorsqu'il discute de modernisation et de numérisation de se rappeler que les municipalités sont le comptoir pour de nombreux services et que lorsque nous essayons de moderniser souvent les processus sont liés à un formulaire papier que les provinces exigent encore une signature physique. Il serait une bonne idée d'effectuer tout ce que nous pouvons faire pour ouvrir ces lignes de conversation quant à transférer à la version électronique de ces processus, ce qui serait très important pour les municipalités.

#### **NOUVEAU-BRUNSWICK**

Cheryl Hansen donne un aperçu de l'échange de renseignements du Nouveau-Brunswick.

#### **SASKATCHEWAN**

Bonnie Schmidt donne un aperçu de l'échange de renseignements de Saskatchewan.

#### **TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR**

Ellen MacDonald donne un aperçu de l'échange de renseignements de Terre-Neuve-et-Labrador.

#### **ALBERTA**

Jackie Stankey donne un aperçu de l'échange de renseignements d'Alberta.

#### **YUKON**

artificielle travaillant en collaboration avec le secteur privé,

- une discussion sur l'opportunité d'inviter Microsoft à la prochaine réunion en personne.

#### **Décision no 3 :**

Un appui unanime des membres du CDPISP pour la participation au groupe d'intérêt des télécommunications.



Sean McLeish donne un aperçu de l'échange de renseignements du Yukon.

### **ONTARIO**

Ron Huxter donne un aperçu de l'échange de renseignements de l'Ontario.

### **NOUVELLE-ÉCOSSE**

Sandra Cascadden donne un aperçu de l'échange de renseignements de la Nouvelle-Écosse.

Après la mise à jour de Sandra Cascadden, il y a une discussion sur l'évolution du rôle des DSI et les commentaires des membres suivants sont notés :

- Ian Bailey (C.-B.) commente des rôles du DPI et la prestation de services plus rapprochés. Il note qu'en Colombie-Britannique, c'est l'une des clés pour attirer les bonnes personnes.

Sandra Cascadden propose que le sujet du « rôle changeant du DPI » puisse être un sujet de discussion à la table du CDPISP. Nous pouvons parler de la façon dont ce rôle se trouve en mode de changement et de la façon dont chacun d'entre nous essaie de se trouver une solution. Nous pouvons également parler de la façon de discuter ce que certaines personnes ont découvert et d'effectuer l'échange de renseignements à ce sujet. Il serait peut-être valable que nous mettions ce point à l'ordre du jour.

- Alexander Bourque transmet un message au nom d'Alex Benay (coprésident du CDPISP). Il déclare qu'un bon nombre des thèmes de la réunion du CDPISP et des conseils conjoints sont tout à fait conformes au SCT. Il note que lors de la réunion des conseils conjoints, il y avait une mention des projets pilotes et de faire avancer le travail dans des petites sections afin d'avoir des résultats tangibles. Il mentionne qu'il y a une importance pour ces projets pilotes, mais ne sait pas par où commencer cette discussion et s'il y a quelque chose que le CDPISP veut poursuivre. Si nous pensons à l'intelligence artificielle et au registre des transactions et la façon dont le secteur privé est plus avancé, le danger que nous soyons une collectivité qui n'investisse pas dans cette voie et que nous ne puissions continuer à avoir les mêmes conversations avec nos banques et divers secteurs parce qu'ils auront évolué. Nous pourrions augmenter la fracture numérique si nous n'investissons pas dans ceci. Il demande s'il y avait une possibilité de mettre certaines ressources à utilisation pour l'expérimentation ou pour faire avancer les choses dans des espaces un peu plus abstraits. Il veut tout simplement soulever ce point et voir s'il y a un intérêt et cet intérêt pourrait aider à façonner la prochaine discussion.

Sandra Cascadden propose de résumer et de discuter de nouveau ces sujets à la prochaine conférence téléphonique et de voir si nous sommes d'accord sur les grands thèmes qui ont émergé ces derniers jours et de voir comment nous allons les aborder. C'est bien d'avoir une conversation sur certains éléments opérationnels, mais nous pouvons également rassembler nos membres pour faire face aux problèmes opérationnels. Nous nous dirigeons sur le bon



	<p>chemin. Il s'agit de passer à des conversations stratégiques sur la façon de faire avancer les choses. Il se passe beaucoup de choses à cette table, mais nous voulons obtenir des résultats tangibles.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ian Bailey (C.-B.) note que la C.-B. aimerait participer à des projets pilotes et à des démonstrations de concepts avec d'autres, comme l'Ontario. La Colombie-Britannique est à sa deuxième validation de preuve du registre des transactions et fait des choses semblables à celles de l'Ontario et de l'Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE). Cette province aimerait trouver un moyen de travailler plus étroitement ensemble sur ces choses.</li> <li>• Jackie Stankey note qu'il y a environ deux ans, elle a assisté à une conférence sur l'innovation en matière de politique des greffiers et secrétaires de Cabinet. Elle mentionne le défi du gouvernement. Le gouvernement américain verse de l'argent pour trouver des solutions novatrices aux problèmes. Elle n'est pas certaine de la façon dont elle contourne l'approvisionnement, mais c'est un moyen souple de contourner ce problème — c'est quelque chose qui pourrait insuffler de l'innovation à nos gouvernements.</li> </ul> <p>Denise Gomes indique qu'elle a commencé à faire un ou deux de ces défis. Alexander Bourque indique que le SCT a mené un projet pilote d'approvisionnement agile où, en deux mois, il a accordé un contrat de 75 000 \$. Il y avait une approche de Dragon's Den où quelque chose a été décerné sur place à Waterloo il y a deux semaines et il y a eu une séance de piratage. Nous pourrions peut-être travailler en partenariat à ce sujet.</p> <p>Sandra Cascadden propose que les sujets suivants soient discutés avec les membres du CDPISP lors de la prochaine téléconférence pour une plus grande portée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un changement du rôle du DPI,</li> <li>• des solutions et des intervenants,</li> <li>• une collaboration juridictionnelle sur les projets pilotes,</li> <li>• un registre de transactions et une intelligence artificielle travaillant en collaboration avec le secteur privé,</li> <li>• une discussion sur l'opportunité d'inviter Microsoft à la prochaine réunion en personne.</li> </ul>	
7.	<p><b><u>Autres affaires :</u></b></p> <p><b>A. Mesures de suivi des réunions précédentes du CDPISP (consulter l'onglet 6A)</b></p> <p>La coprésidente indique que les mesures de suivi no 1 et no 4 ont été achevées. Il n'y a aucune mesure de suivi à discuter.</p> <p><b>B. Rapports de mise à jour des sous-comités et des groupes de travail du CDPISP (consulter les onglets 6B et 6 C)</b></p>	





	<p>La coprésidente rappelle aux membres que les rapports du Groupe de travail sur les politiques en matière de TIC et du Groupe de travail de l’approvisionnement en TI sont fournis à titre d’information. Les sous-comités sont remerciés pour leurs rapports et leurs travaux.</p> <p><b>C. Formulaire d’évaluation du CDPISP</b></p> <p>La coprésidente rappelle aux membres de remplir le formulaire d’évaluation pour les réunions.</p> <p>Les coprésidents remercient tous les membres et les observateurs de leur participation.</p>	
	<p><b>La séance est levée à 16 h 15 (HNA).</b></p>	